

Histoire des corps intermédiaires

Par Loïc Blondiaux, politologue, professeur à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne

Alors, la question des corps intermédiaires en démocratie, c'est vraiment une question centrale. C'est une question classique, c'est une question compliquée mais c'est une question centrale. D'abord, qu'est-ce que c'est que ces corps intermédiaires, qu'est-ce qu'on englobe derrière cette notion de corps intermédiaires ?

On peut dire de manière très générale que ce sont toutes les organisations, tous les intermédiaires qui peuplent l'espace entre les gouvernants et les gouvernés, entre les représentants et les représentés, et ce sont des organismes comme les syndicats, les partis politiques d'un certain point de vue, les structures d'éducation populaire, les associations, ce sont des organisations qui d'un certain point de vue participent au processus de représentation de la société.

Il y a la représentation électorale, et puis il y a une autre forme de représentation qu'on pourrait dire plus organique par ces corps intermédiaires. Alors ce qui se passe en France, de manière assez spécifique me semble-t-il à la France, c'est que la place de ces corps intermédiaires est discutée depuis toujours, c'est à dire qu'on a fait la révolution française contre les corporations en considérant qu'elles étaient une entrave à la liberté et on a essayé de supprimer les corporations, c'est à dire de supprimer tout ce qu'il y avait entre l'État et les citoyens.

Et puis bien évidemment à partir du 19^{ème} siècle et pendant tout le 20^{ème} siècle ces corps intermédiaires sont réapparus, ils sont devenus des données essentielles de ce qu'on appelle la démocratie représentative : on a par exemple dans la constitution française une assemblée qui s'appelle le conseil économique et social et environnemental qui est le lieu où ces corps intermédiaires participent indirectement au processus de décision et au processus politique, et ce sont mises en place des structures de consultation.

Le gouvernement, les ministères, l'administration consultent ces corps intermédiaires avec pour effet, qui a été pendant longtemps très problématique, que ces corps intermédiaires ont fini par considérer qu'ils étaient les porte-paroles les plus légitimes et les porte-paroles uniques des citoyens sans se rendre compte qu'eux-mêmes avaient des problèmes de représentativité.

Depuis quelques années, et le processus s'est assez accéléré au cours de ces derniers temps, il y a eu un affaiblissement majeur de ces corps intermédiaires, les syndicats ont de moins en moins de syndiqués, les associations sont de plus en plus fragilisées, ont de moins en moins de militants, ne parviennent plus finalement à susciter de l'engagement et donc elles sont affaiblies dans leur force même.

L'autre élément qui me paraît absolument considérable, c'est qu'on a affaire à une idéologie qui consiste à dire que ces corps intermédiaires sont devenus des entraves à la réforme, au bon gouvernement et on a tout un ensemble de discours qui essayent de disqualifier ces corps intermédiaires, comme ringards, comme non légitimes, comme non démocratiques, Ces discours viennent du bas, du haut, du gouvernement qui considère que, la négociation, la concertation avec les corps intermédiaires ça va bien, c'est trop lent, ça ne permet plus de prendre les décisions qui seraient nécessaires et ça prend beaucoup trop de temps, Donc on essaye de les écarter du jeu et puis chez les citoyens eux-mêmes il y a une remise en cause de la représentativité et de la capacité de ces corps intermédiaires à parler au nom des citoyens.

Les citoyens veulent contribuer directement à l'action publique, ils veulent s'exprimer directement sur les processus de décision et donc ce type même de délégation comme la délégation politique est aujourd'hui critiquée.

Mais le risque énorme de la situation actuelle c'est d'assister à ce que j'appellerais une sorte de *plateformisation* de la société, c'est à dire qu'on a d'un côté un sommet qu'on peut qualifier de technocratie, d'épistocratie, on a des gens qui savent, des gens qui ont été formés aux bonnes écoles, qui utilisent les catégories de la raison économique et financière qui prennent les décisions sans concertation, sans véritablement faire participer ceux qui seraient censés représenter d'autres intérêts dans la société que les intérêts du marché et les intérêts des grandes entreprises.

Et puis en face des plateformes où les citoyens peuvent s'exprimer, ils peuvent éventuellement se révolter, ils sont surveillés, ils sont consultés, ils peuvent influencer le processus de décision mais il me semble qu'il y a un risque majeur à ce que j'appellerais la désintermédiation de la société, une société parfaitement liquide ne serait plus une société démocratique.